





le 27 mars 2024

## Points de pénibilité : SUD alerte !

SUD tient à alerter les salariés ayant des points sur leur C2P (Compte Professionnel de Prévention). Un salarié en 5x8 depuis 2015 a acquis 36 points à date. Le sujet ne pouvant pas se résumer sur un tract, n'hésitez pas à nous contacter.

## Le C2P permet de financer :

- Des **formations professionnelles** pour accéder à un poste moins ou non exposé aux facteurs de risques professionnels concernés par le dispositif,
- Des projets de reconversion professionnelle vers un poste non exposé,
- Des heures non travaillées, c'est-à-dire pouvoir bénéficier d'une réduction du temps de travail tout en conservant son salaire (temps partiel),
- La validation de **trimestres d'assurance retraite** (majoration de durée d'assurance), dans la limite de 8 trimestres ; cette utilisation peut permettre d'anticiper jusqu'à 2 ans l'âge de départ à la retraite par rapport à l'âge légal.

Les 20 premiers points sont réservés à <u>la formation professionnelle</u> ou <u>la reconversion professionnelle</u>.

## Un salarié carrière longue, ne pourra pas forcément convertir ses points pénibilité en trimestres.

**Exemple :** un salarié né en 1970, âge légal de 64 ans, ayant acquis 40 points pénibilité, remplissant les conditions pour être carrière longue moins de 20 ans (172 trimestres cotisés et 5 trimestres avant la fin de l'année de ses 20 ans) peut partir à un minimum de 62 ans.

Si ce salarié a ses 172 trimestres à 62 ans, il ne pourra pas avancer son âge de départ à la retraite en convertissant ses points C2P en trimestre.

Si ce salarié a ses 172 trimestres à 62 ans et 6 mois, il pourra convertir ses 20 points (de 21 à 40) en 2 trimestres.

SUD a abordé ce sujet en négociation attractivité des régimes postés et a posé des questions pour le prochain CSE. En effet, un salarié doit pouvoir utiliser ses points et avoir les informations lui permettant de faire ses choix de façon éclairée.

Il convient par exemple d'aborder l'utilisation des points en temps partiel.

## Extraits juridiques non exhaustifs sur le C2P:

- L'Article D. 161-2-1-10 du code de la sécurité sociale prévoit expressément :
  « L'âge prévu à l'article L. 161-17-2 (âge légal) est abaissé à due concurrence du nombre de trimestres attribués au titre de la majoration de durée d'assurance prévue à l'article L. 351-6-1 du code de la sécurité sociale dans la limite de huit trimestres. »
- L'Article L4163-10 du code du travail sur l'utilisation du C2P en temps partiel :
  « Le salarié demande à l'employeur à bénéficier d'une réduction de sa durée de travail, dans des conditions fixées par décret.

Cette demande ne peut être refusée que si ce refus est motivé et <u>si l'employeur</u> peut démontrer que cette réduction est impossible compte tenu de l'activité économique de l'entreprise. »

SUD invite la Direction à ouvrir rapidement des discussions car des salariés partent actuellement en anticipation sans avoir pu convertir leur trimestre et sans avoir pu bénéficier d'un aménagement en temps partiel financé par le C2P!

